

Le président suppléant (M. Charest): A l'ordre, à l'ordre!

Mme B. Tardif: Deux questions m'ont été posées dans ce long préambule. La première était particulièrement axée sur le Cap-Breton.

Mon honorable collègue n'est pas sans savoir ce qui a été fait spécialement par les comités qui représentaient le milieu, le gouvernement provincial et qui ont fait leurs représentations au gouvernement. Elles sont actuellement étudiées et elles devraient donner des résultats.

Quand on parle de travail de concertation et de collaboration avec les provinces et avec le milieu, c'est ce type d'intervention-là que l'on privilégie et c'est le milieu qui suggère comment répondre aux besoins de la population.

Du côté de ce que vous appelez les pertes, du côté des paiements de péréquation, je pense qu'il a été dit à plusieurs reprises qu'il n'y avait pas de coupure dans les paiements de péréquation, mais qu'il y avait plutôt une baisse de l'indexation.

Si vous pensez que ce problème-là est particulier à votre province ou aux régions de l'Atlantique, il existe également au Québec, et cela aussi, c'est peut-être des résultats de l'autre administration qui nous ont été laissés avec un déficit qu'aujourd'hui on doit combler à la demande des Canadiens.

● (1640)

[Traduction]

M. Rodriguez: Monsieur le Président, je voudrais poser une question à la députée, compte tenu du fait qu'elle est la secrétaire parlementaire du ministre de l'Expansion industrielle régionale. Pourrait-elle dire à la Chambre et aux gens du Cap-Breton quand on annoncera la phase II de l'usine de la Sysco?

[Français]

Mme B. Tardif: Monsieur le Président, le dossier sera étudié et annoncé quand il sera prêt.

[Traduction]

M. Tobin: Monsieur le Président, je tâcherai d'être bref afin que mon collègue ait lui aussi la possibilité de poser une question. Je tiens tout d'abord à féliciter la secrétaire parlementaire de l'exposé qu'elle a fait à la Chambre cet après-midi. Je sais la situation difficile dans laquelle elle se trouve, du fait qu'elle a été obligée de lire le texte rédigé à son intention par les fonctionnaires de son ministère. Il est difficile de lire un document que l'on ne comprend pas bien, de parler d'un domaine à propos duquel on ne sait rien, et cela tout en faisant un discours, et en essayant de le rendre intéressant. Je pense que la députée a fait montre d'une dose particulière...

M. Horner: Vous ne savez rien.

M. Tobin: Quand je ne suis pas au courant d'un dossier, je m'abstiens de prononcer des discours rédigés par un autre. Je pense que la secrétaire parlementaire a fait montre d'une dose particulière de courage en essayant de mener cette entreprise à bon terme. Comme je compatissais avec elle, je l'en félicite.

Quoi qu'il en soit, comme c'est une période de rodage pour la secrétaire parlementaire qui, j'en suis sûr, s'intéresse sincèrement à la région de l'Atlantique, viendra certainement le jour où elle exposera ses propres vues à la Chambre des communes au sujet des questions concernant ce coin du pays. Je le dis en toute sincérité.

Les subsides

Si la secrétaire parlementaire avait assisté à la période des questions d'aujourd'hui, elle aurait entendu le premier ministre (M. Mulroney), en réponse à la question de mon collègue, le député de Cape Breton-Richmond-Est (M. Dingwall), admettre devant la Chambre avec une voix fort basse que, effectivement, le crédit d'investissement destiné à favoriser le développement du Cap-Breton ne donne pas les résultats souhaités et qu'il n'a pas suscité l'intérêt qu'on voudrait. Le premier ministre a dit qu'il allait falloir revoir le programme.

Puisque le premier ministre a reconnu que les nouveaux programmes qui ont été instaurés pour créer un paradis pour les investisseurs, pour reprendre les termes de la secrétaire parlementaire, et que le premier ministre en personne et pas un ministre moins important, a reconnu que ce programme n'avait pas aidé les habitants du Cap-Breton, la secrétaire parlementaire peut-elle nous garantir que si le gouvernement revoit le programme et s'il fait une tentative plus réaliste, plus sérieuse et plus saine pour aider ces gens-là, cette révision se fera en public au Cap-Breton et que les gens de cette région qui ont des idées et de l'expérience pratique auront l'occasion de se faire entendre? Il est évident que ce programme d'investissement sera mis au rancart par le gouvernement, puisque le premier ministre a reconnu que c'était un échec.

[Français]

Le président suppléant (M. Charest): A l'ordre! Très, très rapidement. L'honorable secrétaire parlementaire du ministre de l'Expansion industrielle régionale (M^{me} B. Tardif) a la parole.

Mme B. Tardif: Monsieur le Président, si les résultats escomptés lors du Budget du 23 mai n'ont pas donné des effets qui ont été extravagants, j'aimerais signaler que, vendredi dernier, il y a eu quand même Investissement Cap-Breton qui a été mis en place. Il y a eu également le rapport du groupe de travail de M^{me} MacNeil qui a donné ses recommandations. Là aussi, il y a, de la part du gouvernement, une volonté de faire que les initiatives qui seront prises par le Cap-Breton vont donner des résultats. Le but visé est d'augmenter la connaissance des programmes qui sont actuellement au Cap-Breton.

[Traduction]

M. Dan Heap (Spadina): Monsieur le Président, je suis très heureux de participer au débat d'aujourd'hui pour plus d'une raison. Je suis heureux notamment parce que c'est une bonne motion, parce qu'elle est pertinente; je remercie mes collègues libéraux de l'avoir proposée. La motion dit ceci:

Que la Chambre blâme le gouvernement d'avoir abandonné la population de la région de l'Atlantique en prouvant qu'il n'avait pas la volonté politique de fournir des emplois et d'autres possibilités économiques à la population de la région.

Je suis allé à Halifax, à Wolfville et à Sackville la semaine dernière. Ce n'était pas la première fois que j'y allais mais c'est mon voyage le plus récent. Mon arrière-arrière-grand-père, Daniel McDonald, était négociant à Halifax, et je voulais y retourner pour voir comment ça allait. D'après les personnes que j'ai rencontrées là-bas et d'après les journaux que j'ai lus et les autres médias, la situation n'y est pas tout à fait aussi brillante que dans les autres régions du Canada.